



VOL. IV.—No. 34.

MONTREAL, JEUDI, 21 AOUT, 1873.

ABONNEMENT, D'AVANCE, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

AU FIL DE LA PLUME.

M. Frédéric Houde, du *Foyer Canadien*, supplément de *L'Etendard National*, vient de publier un excellent article sur le rapatriement qui devra avoir son utilité. Nous espérons que la convention de Biddeford adoptera la suggestion de notre confrère et que le gouvernement-Ouimet ne fera pas la sourde oreille à nos demandes. Depuis trois ans, nous n'avons cessé d'invoquer le rapatriement, de demander qu'on nommât un agent d'émigration ayant de l'influence parmi les émigrés.

Nous avons écrit dans les journaux et aux ministres eux-mêmes, sans plus de résultat.

Lors de la convention des Canadiens émigrés, qui eut lieu à Worcester, en 1871, désirant traiter le sujet du rapatriement devant les délégués, nous avons en vain, demandé les documents nécessaires au gouvernement canadien et à un agent de colonisation. On ne répondit même pas à nos lettres. Notre ami M. Houde, éprouva le même sort. Et cependant on a crié bien haut que le rapatriement faisait partie du programme ministériel.

Nous entretenons l'espoir que le ministère-Ouimet ne laissera pas dans l'ombre cette partie de son programme.

La suggestion que fait M. Houde est très-praticable et, une fois adoptée, elle produirait les plus heureux résultats. Aux hommes qui sont à la tête du gouvernement de Québec à l'approfondir et à la faire fonctionner.

Voici l'article de M. Houde :

Quand on est né sur les bords du beau et majestueux Saint-Laurent, qu'on a du sang gaulois dans les veines, qu'on sait l'histoire de ses ancêtres et qu'on a conservé leur langue et leur foi, comment ne pas s'attrister du fléau de l'émigration qui, depuis des années, décime de plus en plus les forces vives de la nationalité canadienne-française ?

Eloigné nous-même du pays de notre naissance, nous ne pouvons fermer les sources de ce flot sans cesse montant ; cette tâche appartient aux gouvernants du Canada et aux électeurs qui les tiennent au pouvoir. Quant à ce que nous sommes capable d'entreprendre pour tâcher de le faire refluer au moins partiellement, nous sommes prêt à l'essayer encore.

Notre plan, le voici en quelques mots : le gouvernement de Québec tiendrait un agent spécial à la disposition des émigrés canadiens désireux de se rapatrier. Cet agent devrait connaître parfaitement la province, ses ressources diverses, les industries et les avantages particuliers de chaque localité, la nature et le prix des terres nouvelles offertes en vente, etc. Il devrait être en même temps une sorte d'agent de placement auquel s'adresseraient ceux qui ont des propriétés, des terres, des établissements industriels ou de commerce à vendre, ou qui ont besoin d'ouvriers ou d'employés quelconques. Il faudrait, de plus, qu'il pût faire connaître approximativement le coût de la vie dans chaque place, le prix de la pension, des loyers de maisons, etc.

Si le gouvernement appointait un tel agent, nous lui promettrions d'organiser dans tous les centres canadiens aux Etats-Unis des associations de rapatriement recrutées parmi ceux de nos nationaux qui veulent retourner tôt ou tard au Canada, lesquelles associations pourraient correspondre avec l'agent de rapatriement du Canada et en obtenir une foule de renseignements utiles. Voici, supposons, un cordonnier habile qui désire aller se fixer à Montréal ou à Québec ; mais il ne veut pas partir sans être certain d'y trouver de l'emploi à son arrivée, et sans savoir d'avance combien à peu près il pourra gagner ; par l'entremise de l'agent de rapatriement, il apprendra tout cela. Un autre qui a de jolies économies de faites, voudrait aller ouvrir un petit établissement industriel dans quelque paroisse avantageuse de la province de Québec ; mais comme il y a longtemps qu'il est parti du pays na-

tal, il n'en connaît plus grand chose ; il aurait besoin de renseignements détaillés et véridiques avant de se décider à faire un voyage dispendieux ; l'agent de rapatriement pourrait les lui fournir. Tel autre a l'intention d'employer ses épargnes à l'achat d'une terre nouvelle, dans un canton d'avenir traversé ou devant être traversé par quelque chemin de fer ; à celui-là encore l'agent de rapatriement pourrait se rendre très-utile. Il y a aussi beaucoup d'émigrés canadiens qui ont les moyens d'acheter des terres toutes défrichées dans d'anciennes paroisses, et ne veulent que de celles-là ; mais ils ne savent ni où ni de qui ils pourraient acheter à leur goût ; l'agent leur ferait connaître que dans telle ou telle paroisse il y a à vendre des terres que, avec un peu de capitaux pour faire des améliorations, on rendrait en peu de temps très-productives.

Il serait préférable qu'il y eût aussi un agent aux Etats-Unis pour agir comme correspondant des émigrés canadiens auprès de l'agent du Canada ; et nous ne voyons pas pourquoi le gouvernement canadien s'y objecterait, vu qu'il dépense tant d'argent pour attirer une immigration étrangère dont le pays profite si peu.

Afin de savoir enfin à quoi s'en tenir sur les intentions du gouvernement local de Québec touchant la rapatriement des émigrés canadiens, nous conseillons aux délégués de la prochaine convention nationale de Biddeford de nommer quelqu'un ou quelques-uns pour aller conférer avec les ministres sur ce sujet, leur donner les renseignements qu'ils pourraient désirer sur les Canadiens demeurant aux Etats-Unis, et savoir une bonne fois ce qu'ils prétendent faire en faveur du rapatriement.

Ne soyons pas avarés de notre trouble et de nos peines quand il s'agit de conserver la prépondérance de l'élément français et catholique dans la belle province du Bas-Canada.

Nous avons cru, jusqu'aujourd'hui, que le sentiment des populations des Etats-Unis du Sud tendait à l'oubli de la guerre civile et de ses causes, nous étions dans l'erreur.

On conserve encore de la haine contre le Nord et des sympathies pour l'horrible institution de l'esclavage. Voici ce que publie le *Morning Star* de la Nouvelle-Orléans, sous le titre de "N'oublions pas."

"Nous entendons souvent dire par des hommes du Sud : "Nous devons oublier le passé. Nous devons ensevelir dans l'oubli, tous les souvenirs du passé.—Nous devons bannir tout ce qui nous rappelle la dernière guerre si désastreuse."

"Nous, nous dirons : Non ! Notre mémoire restera fidèle à tous ceux qui sont morts pour la cause perdue. Ils étaient tous les soldats du droit dans les batailles. Ils sont les martyrs du droit dans leurs tombeaux."

"La mort n'égalise pas le vrai et le faux. La mort ne glorifie pas également les noms et les tombeaux de ceux qui sont morts de chaque côté. Nous ne pouvons regarder avec le même amour et le même souvenir pieux les places où dorment ceux qui sont tombés pour nous et celles de ceux qui nous combattaient. Les Bleus vivants ou morts ne nous représentent ni le droit ni la gloire. Les Gris nous les représentent. Ces couleurs ne se confondent pas à l'ombre des tombeaux. Nous ne doutons pas que bien des mémoires bénies ne s'effacent de bien des cœurs sudistes. C'est triste de l'avouer. C'est encore plus triste de savoir que ce n'est que trop vrai. Notre passé de batailles, de ruines, de tombeaux et de défaites, nous le gardons saintement au fond du cœur. Nous n'avons jamais perdu un souvenir, ni compromis un sentiment sudiste, ni abandonné un principe sudiste ;—et nous ne le ferons jamais."

M. Tholozan, médecin français, au service du Shah de Perse, a pris occasion de sa visite à Paris pour publier un pamphlet sur "l'origine du choléra," pamphlet qui a été communiqué à l'académie de médecine. Dans cette exposé, M. Tholozan émet l'assertion qu'il est incorrect de

dire que le choléra se répand de l'Est à l'Ouest et que l'Inde et la Perse sont, pour ainsi dire, les réservoirs naturels du fléau ; suivant lui, il est infiniment plus probable que le choléra existe, à l'état latent ou sporodique dans différentes parties de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, s'étendant de l'une ou l'autre de ces parties dans des directions différentes. M. Tholozan est aussi d'opinion qu'il peut-être prouvé que le choléra causé est par la trop grande sécheresse. M. Fauvel a annoncé son intention de combattre la théorie de M. Tholozan.

FERD. GAGNON.

CAUSERIE PARISIENNE.

Un luxe que l'Italie elle-même nous envie, que l'Allemagne nous emprunte, que l'Angleterre seule, peut nous disputer, c'est ce qu'on appelle ici, la vie de château.

Non qu'il n'y ait des châteaux partout, et même en Espagne... mais en ce sens, que nulle part, mieux qu'en France, on ne sait en user avec un tel bonheur artistique ; avec un tel succès de délicate et grandiose hospitalité.

Le vrai château, est-il besoin de le dire, n'est pas à Paris, ni même dans les environs de Paris, lesquelles fourmillent pourtant de maisons de campagne. Il y a là, si vous le voulez, de jolis décors, des chalets, des villas, des trianons en miniature. Mais, à part les palais royaux, cela sent l'improvisation et le *convenu* moderne ; c'est le confortable, ce n'est pas le style ; c'est l'élégance, non la proportion.

Malgré moi, je me crois encore au noble faubourg St. Germain, et je cherche, si par delà la grille, il n'y a pas un trottoir poussiéreux ou une chaussée d'asphalte. Je ne vois qu'une jolie résidence, entre cour et jardin.

Notre château est loin : bien plus loin que cette banlieue. Pour le trouver, vous gagnerez la Bretagne aux plages sévères, la Normandie aux vallons boisés. Vous gravirez les hautes solitudes du Jura et de l'Auvergne, si pleines de mystère, ou vous suivrez les affluents du Rhône et de la Loire, dans leur cours.

Alors au sein d'une forêt, ou à mi-côte d'une montagne : sur un promontoire élevé, ou les pieds dans les joncs d'une petite rivière, le château vous apparaîtra.

S'ils sont greffés sur des ruines féodales (comme souvent) les châteaux sont imposants et austères. S'ils sont érigés à neuf, par une aristocratie qui ne se fortifie plus, ou par une bourgeoisie en quête de confortable, ils ne sont que gracieux. Mais le plus souvent, il y a compensation de ces deux genres. Les pignons crénelés sont rajeunis par la blancheur des murailles. par l'ardoise renouvelée des toitures, par l'incomparable fraîcheur des marronniers qui croissent familièrement jusque dans les douves ; en même temps que les nouveaux manoirs affectent de se creuser des fossés, de jeter des ponts-levis, et de profiler aux quatre coins de jolies tourelles.

Quand le riche patricien est fatigué de battre l'asphalte des grandes villes ; quand il en a assez de théâtres, de salons et de politique il donne le signal à sa tribu, et l'on part pour la campagne.

Sa tribu, c'est une brillante famille, et un nombreux personnel d'employés, de domestiques et de laquais. J'y distingue un jeune abbé timide, qui donne des répétitions aux collégiens en vacances ; une miss anglaise, à l'air sombre, qui fait écorcher sa langue aux petits enfants ; diverses femmes de chambre coquettes et friandes ; divers valets insolents aux maîtres, et durs aux chevaux. Je ne parle pas du vieux concierge qui a les clefs du ma-